

# Le faux problème de la dette, sortir d'une fable qui ne sert qu'à imposer l'austérité.



Nous apprenons que la dette publique des Etats-Unis est plus élevée qu'en France alors que la dépense publique y est plus faible (% PIB). Elle a aussi augmenté plus qu'en France depuis 2008 alors que les systèmes de retraite et de santé sont majoritairement privés et l'assurance chômage moins généreuse.

En effet, la dette américaine vient de franchir la barre des 30.000 milliards \$. Elle a progressé de 20.000 milliards \$ depuis la crise de 2008. Qu'est-ce que cela nous apprend sur la dette, et pourquoi nos gouvernements passent leur temps à agiter sa menace à la moindre occasion ?

La dette publique en soi n'est pas un problème, tant qu'elle vient financer l'économie réelle, un Etat reste solvable et n'a pas à se soucier des limites que nous rencontrons en tant qu'individus. Ajoutons à cela qu'une partie de cette dette publique n'est pas légitime (quand elle se finance sur des marchés eux-mêmes gavés d'argent public ou des subsides de banques centrales très peu regardantes) et qu'il est de plus tout à fait possible de se financer autrement, par la taxation des riches et des revenus du capital par exemple.

Une fois ce rappel posé, que nous apprend le niveau extravagant de la dette publique américaine (équivalent à 130% du PIB) ? Que les libéraux sont de fieffés menteurs, que la dépense publique n'est en rien corrélée à du déficit, que cette dépense est au contraire consommée et qu'elle est même d'une utilité capitale, ce qui n'est pas le cas des montages financiers qui ne font qu'entretenir des objets spéculatifs sans lien avec l'idée même d'utilité sociale.



Alors le renvoi permanent à la question de la dette, insoutenable, incommensurable, écrasante n'a pas tant de justification économique mais elle renvoie bien plus à des ressorts idéologiques. Nous n'avons pas de problème de financement dans des pays riches et prospères.

Pourtant la focale est portée systématiquement sur la dette, sur la dépense et sur le choix d'imposer encore et toujours l'austérité.

Preuve de cette gabegie et de l'absurdité de politiques qui brisent les êtres : Le mandat Macron, c'est 15 milliards de moins pour le logement. Conséquence : Baisse des APL, réduction de 30% de logements sociaux. Il faut sur cet aspect pointer la démission totale du gouvernement trop occupé à soigner le portefeuille des plus riches. Et elle rappelle que l'austérité met à la rue. Ce choix est criminel et il ne doit strictement rien à la fatalité, et encore moins au poids supposé de la dette.

Dans le même temps Bruno Le Maire propose d'aller plus loin et de poursuivre la baisse des impôts de production, qui vident les caisses publiques et créent 0 emploi. Alors pour « rétablir » les finances publiques, il va sabrer nos retraites après avoir copieusement rogné sur les droits au chômage. Et tout ça pourquoi ? Parce que la dette, et tout ça...

Quand nous entendrons à nouveau scander les tenants du capital le discours sur les dangers d'une « dette insoutenable » dont ils tirent par ailleurs des bénéfices très soutenables pour leurs portefeuilles, souvenons-nous que les Etats-Unis qui ne sont pas connus pour leur politique sociale extrêmement favorables connaissent des niveaux de dettes qui ne les empêchent en rien de prospérer tout en continuant à creuser les inégalités et à assécher les finances publiques. La dette n'est au final que le marqueur de choix très politiques.